

Conseil Municipal

7 avril 2017



L'an deux mille dix-sept, le 7 avril, à 19h20, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS: Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Didier FERJOUX(arrivée 20 h), Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Sébastien PERE, , Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE

POUVOIRS : Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Madame Laetitia BOURSIER à compter de 22 h 10

Absent : Monsieur Aymeric DUVAL

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

ORDRE DU JOUR :

Approbation du procès-verbal de la réunion du 17 mars 2017

- Recrutement d'un CAE 26/35^{ème}
- Adhésion au groupement de commandes GP pour l'achat de produits d'entretien
- Vote des taux de fiscalité 2017
- Vote du budget primitif de la commune
- Vote du budget primitif Bâtiment de location
- Vote du budget primitif Camping
- Vote du budget primitif Parc de la Bélardière
- Signature de la convention avec l'Espace Mendes France
- Signature de la convention avec l'INRAP
- RODP GRDF
- Individualisation des subventions
- Subvention exceptionnelle pour le twirling
- Droits de place foires et marchés
- Questions diverses

§ 1- Approbation du procès-verbal

Le Procès-verbal de la réunion de conseil du 17 Mars 2017 est adopté à l'unanimité sans remarque.

§2- Délibérations

Délibération n° 1 du 07/04/2017 : recrutement CAE 26/35^{ème}

Le Maire informe l'assemblée :

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le dispositif « contrat unique d'insertion » (C.U.I.) est entré en vigueur. Institué par la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, en simplifiant l'architecture des contrats aidés.

Dans le secteur non-marchand, le C.U.I. prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.).

Ces C.A.E. sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi dans des métiers offrant des débouchés dans le secteur marchand.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Un C.A.E. pourrait être recruté au sein de la commune, pour exercer les fonctions d'**agent d'entretien** à raison de 26 heures par semaine (*temps annualisé*).

Ce contrat à durée déterminée serait conclu pour une période de 14 mois à compter du 10 avril 2017.

L'Etat prendra en charge **82 %** de la rémunération correspondant au S.M.I.C. et exonèrera les charges patronales de sécurité sociale. La somme restant à la charge de la commune sera donc minime.

Le Maire propose à l'assemblée :

Le recrutement d'un C.A.E. pour les fonctions d'agent d'entretien à **temps partiel** à raison de **26 heures** semaine pour une durée de 14 mois.

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

Vu le décret n°2009-1442 du 25/11/2009 relatif au contrat unique d'insertion,

Vu la circulaire D.G.E.F.P. n°2009-43 du 02/12/2009 relative à la programmation des contrats aidés pour l'année 2010,

Vu l'Arrêté du 23 février 2017 fixant le montant des aides de l'Etat pour les Contrats Unique d'Insertion,

après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire,
- d'autoriser le Maire à signer les contrats et conventions
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Adopté

Délibération n° 2 : Adhésion groupement de commandes des produits d'entretien

L'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à constituer des groupements de commande.

Afin de faciliter la gestion administrative et technique et de bénéficier d'économies d'échelle, des groupements de commande sont constitués entre la Ville de Poitiers, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, le Centre Communal d'action sociale de Poitiers et certains Centres Communaux d'action sociale, syndicats et communes du territoire de Grand Poitiers par délibérations parallèles.

En vue de satisfaire les besoins des collectivités en matière de produits d'entretien, il y a lieu de passer un marché. Il s'agit d'un accord-cadre avec montant minimum, en application des articles 78 et 80 du Décret marchés publics.

Le marché sera lancé sous la forme de la procédure d'appel d'offres ouvert européen, en application des articles 25-I.1°, 67 et 68 du Décret marchés publics et passé pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018, reconductible trois fois un an, pour les 9 lots suivants :

- Lot n° 1 : produits d'entretien verts et microfibre
- Lot n° 2 : produits d'entretien conventionnels
- Lot n° 3 : droguerie - brosse - sacs poubelles
- Lot n° 4 : produits d'hygiène et d'essuyage, et distributeurs associés
- Lot n° 5 : centrales de dilution universelles
- Lot n° 6 : tapis absorbant
- Lot n° 7 : produits de maintenance
- Lot n° 8 : sèche-mains électriques
- Lot n° 9 : couches jetables

Grand Poitiers Communauté d'agglomération est désigné coordonnateur du groupement de commande afin de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des candidats, de signer et de notifier les marchés.

La Commission d'appel d'offres sera celle du Coordonnateur.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- 1) de donner votre accord sur le principe de constitution et d'adhésion au groupement de commande ;
- 2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement et tout avenant à la convention;
- 3) d'autoriser Monsieur le Président de Grand Poitiers Communauté d'agglomération (coordonnateur du groupement de commandes), à lancer la procédure d'appel d'offres ;
- 4) d'autoriser Monsieur le Président de Grand Poitiers Communauté d'agglomération (coordonnateur du groupement de commandes), à relancer, le cas échéant, la consultation par voie de marché négocié dans l'éventualité où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, en application des articles 25-I.2° et 71 à 73 du Décret Marchés Publics ;
- 5) d'autoriser Monsieur le Président de Grand Poitiers Communauté d'agglomération (coordonnateur du groupement de commandes) ou son représentant à signer et notifier le marché découlant de la procédure d'appel d'offres.

Adopté

20 h : Arrivée de Monsieur Didier FERJOUX**Délibération n°3 : Vote des taux de fiscalité 2017**

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de statuer sur les taux de fiscalité locale pour 2017

Taxes	Taux 2010	Taux 2011	Taux 2012	Taux 2013	Taux 2014	Taux 2015	Taux 2016	Taux 2017
Taxe d'habitation	18.78	18.78	19.12	19.16	19.16	19.54	19.93	12.25
Foncier bâti	11.66	11.66	11.89	11.89	11.89	12.12	12.36	12.36
Foncier non bâti	39.90	39.90	40.70	40.70	40.70	41.51	42.34	42.34
CFE	19.70	19.70	20.09	20.09	20.09	20.49	20.89	0

Après délibération, le conseil décide de voter les taux de fiscalité locale comme indiqués ci-dessus

Adopté

Délibération n° 4 : Vote du budget primitif 2017 – Commune

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANCOIS, Maire, vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2017 :

Investissement

Dépenses 1 201 293.80 (dont 108 152.97 de RAR)
Recettes 1 201 293.80 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 3 055 394.03 (dont 0.00 de RAR)
Recettes 3 055 394.03 (dont 0.00 de RAR)

Adopté

Délibération n° 5 : Vote du budget primitif 2017 – Bâtiment de location

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANCOIS, Maire, vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2017 :

Investissement

Dépenses 110 000.00 (dont 0.00 de RAR)
Recettes 110 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 30 000.00 (dont 0.00 de RAR)
Recettes 30 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Adopté

Délibération n° 6 : Vote du budget primitif 2017 – Camping

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANCOIS, Maire, vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2017 :

Investissement

Dépenses	3 093.26 (dont 0.00 de RAR)
Recettes	3 093.26 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses	31 250.00 (dont 0.00 de RAR)
Recettes	31 250.00 (dont 0.00 de RAR)

Adopté

Délibération n° 7 : Vote du budget primitif 2017 – Parc de la Bélardière

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANCOIS, Maire, vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2017 :

Investissement

Dépenses	1 613 148.17 (dont 0.00 de RAR)
Recettes	1 613 148.17 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses	1 605 313.11 (dont 0.00 de RAR)
Recettes	1 605 313.11 (dont 0.00 de RAR)

Adopté

Délibération n° 8 : Signature de la convention avec l'Espace Mendes France

Monsieur le Maire donne lecture au conseil du projet de convention avec l'Espace Mendes-France ayant pour objet de développer des actions de partenariat sur un volet de culture scientifique entendu dans sa plus large définition. Cette convention est conclue pour une période de 3 ans (2017-2018-2019)

Coût de la prestation : 4 200 € HT

Après délibération, les membres du conseil approuvent les termes de la convention et autorisent Monsieur le Maire à la signer.

Adopté

22 h 10 Monsieur Laurent POUPIN quitte la séance et donne son pouvoir à Madame Laetitia BOURSIER

Délibération n°9 : Signature de la convention avec l'INRAP

Monsieur le Maire donne lecture au conseil du projet de convention avec l'Institut National des Recherches Archéologiques Préventives pour les travaux d'aménagement foncier allée des Bouleaux et rue de la Grève.

Après délibération, les membres du conseil approuvent les termes de la convention et autorisent Monsieur le Maire à la signer.

Adopté

Délibération n° 10 : RODP GRDF

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il est possible de solliciter auprès de GRDF une redevance d'occupation du domaine public, pour l'année 2016.

La redevance se décompose ainsi :

2016 : 581.00 €

Après délibération, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à émettre un titre de recettes pour percevoir, auprès de GRDF, la somme de 581.00€ € correspondant à la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2016.

Adopté

Délibération n°11 Individualisation des subventions

Monsieur le Maire présente au conseil les demandes de subvention de fonctionnement déposées par les associations.

ASSOCIATIONS	SUBVENTION PROPOSEE
A croch' et vous	800
ADMR	1850
APE les p'tits, les grands	1200
Banda l'espérance	1250
Basket Club Val Vert du Clain	1500
Carrefour de l'amitié	500
CSD Foot	2800
Comité de jumelage	1000
Comité des fêtes	4500
Danse Plaisir Dissay	300
DISSAY Amicale Pongiste	330
Ecole de Musique du Val Vert du Clain	1550
Eclat	200
Espoir DISSAY/Twirling	2300
FNACA	350
FEPS	800
Judo-Club de la Vallée du Clain	1700
Mölkkyroscope	340
Phot'œil 86	500
Pétanque-Club Dissay	700
Taekwondo	1300
Théâtre du Clos Belhoir	500
Tonic Club	1600
Twirling-club	500
1.2.3 en scène	200
Karabouille	1625
Loisirs Sports DISSAY	500

La Cirquerie	1300
Amis du cyclisme	500
TOTAL SUBVENTION ASSOCIATIONS LOCALES	32 495

Subvention déjà votée - restos du cœur 500 - Subvention exceptionnelle Twirling 1 000	
Réserve	8 005
TOTAL SUBVENTIONS	42 000

Après délibération, le conseil individualise les subventions comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

Adopté

Délibération n° 12 : Subvention exceptionnelle pour le twirling

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil de la demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association Twirling pour sa participation aux championnats nationaux en juin à Chalons en Champagne.

Montant de la demande : 2 000€

Après délibération, le conseil décide d'accorder la somme de 1 000 € à titre exceptionnel pour la participation aux championnats nationaux de twirling

Abstention	Contre	Pour
5	0	15

Délibération n° 13 : Droits de place foires et marchés

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de délibérer sur les tarifs suivants

Droit de place (foires et marchés)	TARIFS
Pour les commerces hebdomadaires	
Le m linéaire (trimestriel)	7
Borne électrique (trimestriel)	20
Le m linéaire (occupation occasionnelle)	2
Redevance d'occupation du domaine public terrasse forfait annuel par m2	11
Pour les commerces non hebdomadaires	
Le m linéaire (trimestriel)	5
Borne électrique (trimestriel)	10
Occupation occasionnelle du domaine public (hors marché- brocantes) par jour d'utilisation	
Le mètre linéaire	4
Borne électrique	7

Après délibération, le conseil approuve ces tarifs

Adopté

§3- Questions diverses

Aucune question n'est présentée

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil des travaux de sa commission

- **Instances communautaires**

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers.

La séance est levée à 00 h 35